



Cartographie des mécanismes de soutien financier aux entreprises et initiatives de migrants et à la valorisation des transferts de fonds

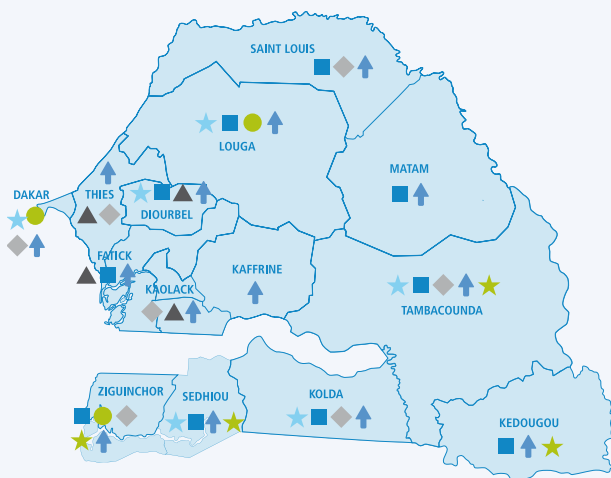
Le Sénégal est l'un des pays qui reçoit le plus de transferts de fonds en Afrique de l'Ouest. En effet, les transferts de fonds des Sénégalais de l'étranger vers leur pays ont atteint 1000 milliards de Francs CFA en 2016, dépassant de loin le montant total de l'aide publique au développement. Il convient donc de réfléchir sur les stratégies de valorisation de ces transferts et sur l'ensemble des mécanismes, projets et services de soutien financier aux entreprises et initiatives des migrants, afin que les transferts de fonds soient utilisés de manière bénéfique pour le migrant et pour l'émergence économique du Sénégal.

Conscient de l'ampleur de ces transferts et de l'attachement des migrants sénégalais à leur pays et à leurs familles, l'État a élaboré le premier document de «Politique Nationale de Migration du Sénégal» en vue de favoriser la prise en compte de la variable migratoire dans les priorités de développement du pays et en particulier de valoriser les transferts

de fonds. En parallèle, différents mécanismes et services de soutien financier aux migrants se sont développés au cours de ces dernières années au niveau national et/ou local.

Ainsi, à côté d'initiatives nationales de valorisation des fonds de migrants telles que le FAISE, le FONGIP (avec sa composante le FOGARISE), les partenaires techniques et financiers ont également promu des mécanismes comme la PLASEPRI de la coopération italienne, le MFEF du FIDA, le projet DIAMASE de Oxfam, et le projet BIT-MIGRANT entre autres. Les migrants peuvent parallèlement accéder à un important dispositif d'appui technique constitué des services dédiés de l'État comme l'APIX qui adopte un niveau de décentralisation de plus en plus poussé avec la mise en place de plateformes régionales multi-acteurs. Des structures comme l'ADEPME dans le cadre de l'entrepreneuriat, l'ONFP et le 3FPT dans le domaine de la formation professionnelle jouent des rôles éminemment stratégiques dans l'offre de

Cartographie des mécanismes, projets et services de soutien financier aux entreprises et initiatives de migrants



Projets et services nationaux:

- FAISE (Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur)
- FONGIP (Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires)
- FOGARISE (Fonds de Garantie pour l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur)
- PLASEPRI (Plateforme d'Appui au Secteur Privé)
- MFEF (Mécanisme de Financement pour l'Envoi de Fonds)
- DIAMASE (Diaspora Marocaine et Sénégalaise)
- AFAO (Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest)
- BIT (Bureau International du Travail)
- ADEPME (Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises)
- STA (Sociétés de Transferts d'Argent)
- SFD (Supervision des Systèmes financiers)
- OTM (Opérateurs en Téléphonie Mobile)

Projets et services décentralisés:

- ★ BAOS (Bureaux d'Accueil d'Orientation et de Suivi des Sénégalais de l'Extérieur)
- PAISD (Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarités pour le Développement)
- ▲ PARERBA (Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration Rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier)
- CARIMA (Centres de Ressources pour la Réinsertion des Migrants Sénégalais de Retour)
- ◆ CARITAS
- ↑ APIX (Agence pour la Promotion des Investissements et Grands Travaux)
- ★ ONFP (Office National de la Formation Professionnelle)

services aux migrants. Au niveau local, le rôle des ARD dans l'accompagnement des migrants est notable.

Le panorama du marché de transferts de fonds des migrants met en présence des sociétés de transferts d'argent (STA) et des banques et institutions de microfinance (SFD), aux côtés d'opérateurs en téléphonie mobile (OTM) et d'autres plateformes de transferts (comme le Groupement Interbancaire Monétique de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (GIM-UEMOA).

Diagnostic

L'analyse de l'ensemble des mécanismes existants fait ressortir qu'à côté des nombreux acquis, des contraintes et faiblesses réelles expliquent amplement la faible valorisation des fonds transférés et la difficile réinsertion économique des migrants en situation de retour. En effet, les fonds transférés restent moins orientés vers les secteurs économiques productifs, en partie à cause du manque de propositions concrètes de la part des institutions financières en termes de produits/services d'épargne et de crédit.

Recommandations

L'analyse des mécanismes, projets et services existants appelle les recommandations suivantes à l'endroit des acteurs et intervenants dans le domaine de l'appui aux migrants.

Tout d'abord, il est nécessaire d'œuvrer à l'assouplissement des procédures de création et de constitution des entreprises rurales de migrants ainsi qu'à l'obtention de facilités d'investissement et d'accès à la terre. Il convient également d'encourager les associations de migrants dans la transformation de leur épargne vers la réalisation de projets économiques ou d'activités productives dans les créneaux porteurs de l'économie nationale. Pour cela, il est urgent de capitaliser les initiatives réussies et procéder à leur diffusion au sein des associations et acteurs de la diaspora.

Il est aussi recommandé de développer des véritables stratégies de promotion des programmes d'éducation financière pour les migrants et leurs familles, avec des contenus pédagogiques adaptés et mettant à contribution les ressources disponibles en termes de services nécessaires et utiles.

Une amélioration de la communication locale et internationale, est nécessaire afin de promouvoir les services et programmes d'accompagnement des migrants pour une meilleure visibilité et faciliter l'appropriation par les migrants concernés.

Il est également tout aussi essentiel de mieux cibler et appuyer les centres d'incubation existants pour que ceux-ci puissent développer une offre crédible et complète en termes d'accompagnement des migrants. Il faut aussi inciter les institutions financières qui gèrent les fonds des migrants à développer des produits adaptés, et négocier des conditions intéressantes et incitatives.

Deux tables de travail (une réunissant les acteurs de soutien technique des migrants et une autre réunissant les acteurs de la valorisation des envois de fonds des migrants), devraient être mises en place et utilisées comme espace d'échange et de recherche de synergie entre les acteurs. Elles seront alors le lieu de la mise à l'échelle des expériences réussies et de la généralisation des initiatives allant dans le sens du soutien et de la valorisation des envois de fonds des migrants.

Enfin, il est capital de procéder à un recensement exhaustif, une identification et une mise à jour de la situation des migrants et d'appuyer l'intégration de la dimension migration dans les stratégies de développement économique local.

